

Sénat: trois rapporteuses pour la mission d'information sur la pédophilie

Paris, 15 nov. 2018 (AFP) -

La mission d'information sénatoriale sur les infractions sexuelles sur mineurs, créée après le rejet d'une demande de commission d'enquête sur les abus sexuels dans l'Église, aura trois rapporteuses, Marie Mercier (LR), Michelle Meunier (PS) et Dominique Vérien (centriste), a-t-on appris de sources parlementaires.

Présidée par la sénatrice LR Catherine Deroche, cette mission d'information "commune" aux commissions des Lois, des Affaires sociales et de l'Éducation, a tenu jeudi matin sa réunion constitutive.

"Ce matin, constitution de la mission d'information sur la pédophilie au Sénat. À défaut d'en faire une sur l'Église et la pédophilie, comme prévu, on (en) fait une sur la pédophilie dans divers secteurs, pour noyer le poisson. On n'a qu'à voir l'intitulé tarabiscoté", a tweeté la sénatrice écologiste Esther Benbassa (CRCE à majorité communiste).

L'intitulé officiel est "mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de l'exercice de leur métier ou de leurs fonctions". Ce qui peut inclure les secteurs de l'éducation, des activités sportives, centres de loisirs...

"Michelle Meunier, Marie-Pierre de la Gontrie, Laurence Rossignol et moi-même avons insisté sur le fait qu'il ne fallait pas que ce soit une manière de noyer le poisson", a déclaré à l'AFP Jean-Pierre Sueur (PS). "Le sujet principal est l'omerta au sein de l'Église", a-t-il ajouté.

La commission des Lois du Sénat avait jugé "irrecevable" la demande de création, par les sénateurs socialistes, d'une commission d'enquête parlementaire sur les abus sexuels dans l'Église, lui préférant une mission d'information au périmètre plus large.

Les auditions de la mission d'information seront publiques "à l'exception des cas où des personnes, notamment des victimes, demanderaient le huis clos", a précisé M. Sueur.

vm/are/bma

Afp le 15 nov. 18 à 15 52.